Document generated on 10/11/2024 11:08 p.m.

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

Les femmes pour la paix en République démocratique allemande
Women for peace in the German Democratic Republic
Las mujeres por la paz en la República Democrática Alemana

Barbara Einhom

Number 12 (52), Fall 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1034569ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1034569ar

See table of contents

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)
2369-6400 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Einhom, B. (1984). Les femmes pour la paix en République démocratique allemande. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 133–136. https://doi.org/10.7202/1034569ar

Article abstract

Specific factors have played an important part in the growth of a "Women for Peace" movement in East Germany. This article discusses how this movement is related to a new global phenomenon: the concern of women in both East and West about militarization of society. Women who have sought to break down the monolithic stereotype of the enemy have been met with ever greater repression on both sides of the iron curtain. The particular forms this repression has taken has served to reinforce the feminist consciousness of women in East Germany.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1984

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Les femmes pour la paix en République démocratique allemande

B. Einhorn

« Les femmes du monde entier se lèvent et disent non » — cette déclaration est en page couverture du numéro de mai 1984 de *Bang*, le feuillet d'information du CND (La Campagne pour le désarmement nucléaire) de Brighton. Les « femmes pour la paix » (*Frauen für den Frieden*) en RDA font partie, et c'est ainsi qu'elles se perçoivent, du phénomène mondial suivant : celui des femmes s'exprimant franchement en public pour rejeter une définition de la paix qui nous met tous en danger. La façon dont elles ont été traitées pour avoir agi ainsi fait aussi partie d'une tendance mondiale : celle de femmes qui, pour la première fois en deux générations, ont été arrêtées et emprisonnées pour avoir agi conformément à leurs croyances.

Le monde est au courant, malgré les trous de mémoire des médias qui se sont dramatiquement accrus ces derniers temps, des actions et de la signification symbolique des femmes de Greenham. Cependant les gens ne sont pas vraiment conscients du changement marqué dans le traitement infligé aux femmes pour la paix à Greenham, et dans d'autres parties du monde, y compris en RDA.

Au début, quand les « femmes pour la paix » devinrent actives, elles furent surprises de constater qu'elles n'étaient pas prises au sérieux. Plus récemment, deux de leurs principaux membres, Bärbel Bohley et Ulrike Poppe, furent gardées en prison pendant six semaines à la suite de leurs contacts avec des femmes du mouvement britannique pour la paix. Leur détention peut sans doute être considérée comme une réaction excessive de la part des autorités de la RDA à la suite de la décision que venait de prendre l'Allemagne de l'Ouest de déployer les *Pershings* et à la décision peu enthousiaste de la RDA d'éxécuter le contre-déploiement des *SS-22* et *SS-23* sur son territoire. (« Ce n'est pas une raison de jubiler », selon les paroles mêmes du chef d'État de la RDA, Erich Honecker, parues en page couverture de *Neues Deutschland*, le journal quotidien du parti au pouvoir en RDA, le SED-Parti communiste de RDA.)

En mars 1982, la RDA promulguait une Loi révisée de la conscription qui incluait une toute nouvelle clause. La loi prévoit la conscription des femmes dans les cas d'urgence. Il n'y a pas eu de débat public sur cette clause avant qu'elle ne devienne loi, malgré une convention dans la constitution de la RDA prévoyant que les lois de nature fondamentale soient connues du public avant leur promulgation. Cette situation incita

150 femmes à signer (avec noms et adresses fournis) une pétition destinée à Erich Honecker, dans laquelle elles l'informaient de leur opposition à « l'usage de la force comme mode de solution d'un conflit » dans la situation mondiale actuelle, où « l'humanité chancelle au bord de l'abîme ».

Le silence dans lequel leur pétition disparut (en infraction au droit constitutionnellement garanti d'une réponse à une telle pétition en l'espace d'un mois) stupéfia et troubla les femmes. Elles se mirent finalement en colère quand elles commencèrent à se rendre compte que cette réponse montrait qu'elles n'étaient pas prises au sérieux *parce qu'elles étaient des femmes*. Cette prise de conscience se fit le jour où plusieurs femmes se firent demander, lors d'entrevues à leur travail, qui les avait « poussées à faire ça », comme si elles ne pouvaient pas être tenues responsables de leurs propres actions ; ou quand le patron du mari de l'une des femmes lui demanda au travail pourquoi il n'était pas capable de garder sa femme plus tranquille.

Les femmes de la RDA avaient toujours pris pour acquis leur égalité avec les hommes, une égalité enchâssée dans la loi et favorisée dans la réalité quotidienne par un ensemble enviable de mesures sociales et légales, comprenant la contraception et l'avortement gratuits, d'excellentes dispositions de congés de maternité, des services de garde des enfants presque universellement disponibles, un salaire égal pour un travail égal et des chances égales à l'éducation. Une Loi de la famille stipule même qu'il existe une responsabilité égale des deux époux pour le travail ménager et le soin des enfants. Un droit égal d'expression, cependant, ne semblait pas être envisagé dans un cas particulier comme celui-ci.

En fait, les femmes étaient réprimandées à la fois parce qu'elles voulaient l'égalité seulement quand c'était confortable, pas quand il s'agissait de « défendre le socialisme », et parce qu'elles revendiquaient des droits égaux de consultation dans la promulgation de lois qui les touchaient directement. Leur réponse fut la suivante :

> Nous ne considérons pas le service militaire comme l'expression de notre égalité, mais comme étant en contradiction avec notre existence en tant que femmes. Nous ne considérons pas que notre égalité consiste dans le fait d'être aux côtés de ces hommes qui prennent les armes, mais dans la solidarité avec ces hommes qui ont, comme nous, reconnu que le terme abstrait « d'ennemi » signifie en pratique la destruction d'êtres humains et ça, nous le rejetons.

C'est notre intérêt commun à toutes de mettre en pièces cette image de « l'ennemi » dont dépend la guerre froide qui, au début, a mené à un rapport étroit entre les femmes du mouvement britannique pour la paix et les « femmes pour la paix » en RDA. La perception des femmes de la RDA de leur propre rôle a changé et s'est développée durant les 12 mois compris entre novembre 1982 et décembre 1983, non pas à la suite de ces contacts, mais en réponse à des changements dans leur propre situation.

Initialement actives dans le soutien aux familles des objecteurs de conscience emprisonnées, les « femmes pour la paix » de la RDA furent incitées à agir pour leur propre compte lors de l'introduction de la nouvelle clause dans la Loi révisée sur le service militaire. (La RDA est le seul pays de l'Europe de l'Est à offrir une forme de service militaire non combattant — on parle de *Bausoldaten* ou soldats de la construction. Malgré tout, certains insistent, surtout pour des raisons religieuses, sur l'objection de conscience complète plutôt qu'un service militaire obligatoire.)

Tandis que, dans nos premières discussions, les femmes de la RDA ne se considéraient pas comme un mouvement de femmes pour la paix comme tel, certaines d'entre elles critiquaient même violemment la valeur d'actions pacifistes de « femmes seulement », plusieurs étaient transportées par l'expérience de discussions avec d'autres femmes « sans que les hommes ne dominent la discussion », comme elles nous l'ont dit. Elles sentaient qu'elles voulaient continuer à se rencontrer pour discuter. Pour nous, dans le mouvement britannique des femmes pour la paix, autour duquel plusieurs femmes avaient gravité par l'intermédiaire du mouvement des femmes, il était fascinant de voir le processus se dérouler à l'inverse : les « femmes pour la paix » devenaient conscientes de plusieurs problèmes féministes par leur engagement pour la paix, leur opposition à l'éducation prémilitaire pour leurs enfants, et la réaction de l'État à leur prise de position protestataire courageuse contre la nouvelle loi sur la conscription.

Un des problèmes soulevés au cours de la discussion sur la nouvelle clause de la loi, fut un problème qui avait été passionnément débattu en Allemagne de l'Ouest, spécifiquement l'apport des femmes qui entrent dans l'armée. Les femmes devraient-elles considérer le service militaire comme une responsabilité liée à leurs droits égaux avec les hommes ? Les femmes peuvent-elles poursuivre une politique d'entrée dans les forces armées, c'est-à-dire y pénétrer avec l'idée de détruire le militarisme de

l'intérieur ? Ou est-ce complètement illusoire ? En se voyant confrontées à de tels problèmes, les femmes de la RDA sentaient qu'elles faisaient partie d'un débat européen plus large, celui des féministes et autres activistes du mouvement des femmes pour la paix.

Dans aucune des deux Allemagnes avait-on envisagé que les femmes devraient porter les armes. Au contraire, en RDA elles devaient en cas de période de guerre ou d'avant-guerre être responsables des communications et du travail administratif ainsi que des tâches plus traditionnelles d'infirmerie. Les déclarations officielles prétendaient qu'elles exerceraient dans le service militaire des activités de même type que celles qu'elles exerçaient en temps de paix. Venant de la RDA, cette explication a un élément choquant, mettant l'accent, comme elle le fait, sur la prédominance traditionnelle des femmes dans des emplois impliquant les soins, la communication et le nettoyage au service des hommes. Dans la réalité, la RDA représente une grande réussite dans le dépassement de la division sexuelle dans le monde du travail, avec des femmes intégrées dans plusieurs secteurs de l'économie, autrefois le domaine exclusif des hommes.

De quelque manière qu'on l'interprète, l'arrestation de quatre des « femmes pour la paix » en décembre 1983, et la détention de deux d'entre elles (et de moi-même) sous une accusation de crime contre l'État amenant une sentence de deux à douze ans (pour contacts et échange d'information) représente un changement frappant de manière d'agir par rapport à la réponse initiale à leur pétition. Ce changement prend racine dans l'opposition de plus en plus active des femmes à l'escalade dans la course aux armes nucléaires, dans leur insistance à adresser leur opposition aux deux superpuissances (par opposition à la politique de paix du gouvernement, dirigée uniquement contre les armes de l'OTAN (*Frieden schaffen gegen NATO-Waffen*), et finalement dans leur aptitude à attirer un nombre croissant de femmes ; d'où leur potentiel en tant que mouvement de base, perçu par l'État comme une menace à laquelle il avait déjà réagi avant les arrestations, en gardant certaines des femmes pour les interroger à diverses occasions. La tension accrue, immédiatement après la décision du Bundestag, et la contre-décision elle-même, jetèrent simplement de l'huile sur un feu déjà prêt.

Les femmes pacifistes ont subi, dans plusieurs pays, de durs traitements similaires — Olga Medvedkova, en Union soviétique, pour avoir « assailli un policier », Jean Hutchinson, aux États-Unis, pour provocation (en montrant des films de Greenham et en en parlant), Sarah Tisdall, pour avoir senti une obligation morale face à l'intérêt public — elle voulait que le peuple britannique ait le droit d'être informé de l'arrivée des missiles de croisière, un événement affectant directement sa sécurité et qui avait été décidé, non pas au Parlement, mais à huis clos — sans oublier le nombre croissant de femmes arrêtées et détenues en rapport avec des actions à Greenham. La plus grande sévérité avec laquelle les femmes qui protestent contre la folie nucléaire sont traitées, illustre la répression accrue, et l'érosion des libertés civiles associées à des sociétés dont le niveau de militarisation est élevé. En effet, il est ironique que, dans ces pays généralement associés par le public (de l'Ouest) à un manque de libertés civiles, Olga Medvedkova ait reçu une sentence suspendue, que les femmes en RDA aient été relâchées après six semaines et les accusations contre elles retirées, alors que Jean Hutchinson est détenue depuis des mois, dans l'attente de son procès aux États-Unis et qu'en Grande-Bretagne, la sentence inflexible de six mois d'emprisonnement de Sarah Tisdall ait été maintenue par un juge qui a refusé de la laisser partir, pour se pourvoir en appel.

Néanmoins, les « femmes pour la paix » de la RDA se trouvent dans une situtation difficile depuis que les services de sécurité de l'État espèrent discréditer leurs activités au même titre que celles des dissidents politiques. C'est une étiquette et un rôle qu'elles n'acceptent pas. Elles affirment plutôt que la RDA est leur pays, qu'elles n'aimeraient pas échanger leur société contre une autre, mais qu'elles désirent y avoir droit à une opinion critique sur certaines questions de paix, de course aux armements et de ce qu'elles considèrent comme étant la militarisation croissante de leur société.

L'accusation contre Bärbel et Ulrike, d'implication dans des activités nuisibles aux intérêts de la RDA, a signifié une diminution de l'espace dans lequel les « femmes pour la paix » pouvaient se rencontrer et discuter. Des informations récentes rapportent que leurs petits groupes de débats informels se sont rapprochés de la protection de l'Église protestante, qui procure un espace de liberté pour la discussion des problèmes de la paix, espace plus facilement toléré par l'État dans l'équilibre fragile du pouvoir et de la division des « sphères d'influence » entre ce dernier et « l'Église, dans le socialisme ».

Des activités sont prévues pour l'été 1984, selon l'orientation établie en 1983 : par exemple, un atelier pacifiste de femmes doit avoir lieu sous les auspices de l'Église. Les « femmes pour la paix » espèrent maintenir leurs liens avec des femmes des autres pays, opposées comme elles-mêmes à l'escalade de la course aux armements en Europe. Une telle solidarité est considérée comme un élément vital dans la tentative de briser l'image

de « l'ennemi ». Partager ce que nous avons en commun, explorer nos différences, fut une expérience valable pour les femmes de Grande-Bretagne et de la RDA. Cette expérience contribua d'une façon limitée, à une détente de la confrontation entre les deux blocs, gelés comme ils le sont dans une position de menace militaire. La solidarité est également nécessaire pour contrecarrer l'expérience d'emprisonnement qui entraîne souvent une division amère, et pour s'opposer à cette possibilité que la répression accrue, doublée d'un silence des médias, ne rende invisible le mouvement pacifiste des femmes ou même, ne le tue.

L'image des femmes comme diseuses de vérités désagréables à entendre, poussées dans un rôle de bouc émissaire par une société qui court aveuglément à sa propre destruction, est préfigurée dans l'histoire par le destin de Cassandre, une visionnaire qui prédit la destruction de Troie. Christa Wolf, une auteure de la RDA, internationalement connue et grandement respectée par les « femmes pour la paix », établit dans un récent ouvrage, un lien avec le mouvement pacifiste d'aujourd'hui et Cassandre.

Pour avoir prophétisé la destruction de Troie, Cassandre fut isolée, mise sous les verrous et finalement tuée par une société qui ne voulait pas savoir comment tout cela allait finir. Christa Wolf fait remarquer qu'à l'époque où Troie fut détruite, sa culture et ses valeurs morales avaient déjà depuis longtemps été minées par ses propres préparatifs de guerre. Dans un autre texte, Christa Wolf décrit l'époque actuelle comme une période d'avant-guerre, et non de paix. L'anxiété qui naît de cette situation, envahit et mine les relations sociales, et c'est un des problèmes auxquels se trouvent confrontées les « femmes pour la paix » de la RDA, ensemble avec leurs soeurs de plusieurs autres pays. Leur inquiétude à propos de l'éducation prémilitaire des très jeunes enfants et des jouets militaires fait partie de cette approche ; il en est de même pour leur discussion sur ce que constitue la paix.

Ces femmes sentent, en commun avec les femmes de plusieurs autres pays, que la paix ne doit pas être simplement considérée comme une absence de guerre ou comme une extension du présent *statu quo* auquel s'alimente la menace toujours présente d'anéantissement mutuel, qui du même coup, crée la menace, le soupçon et cette méfiance mutuelle, grâce à laquelle la guerre froide se perpétue.

À quoi la vraie paix devra-t-elle ressembler est cependant moins bien défini. Les « femmes pour la paix » relatent une rencontre avec une jardinière d'enfants hollandaise qui avait demandé à ses enfants de faire un dessin de la paix. Les enfants européens sont familiers avec les images d'horreur de la guerre, mais quand on leur demande de dessiner la paix, l'imagination leur manque. Il faut y voir un échec de la société qui n'a pas su leur procurer une vision de la paix.

Plusieurs analyses féministes provenant de l'Ouest estiment que les structures patriarcales, qui sont basées sur la domination et la subordination, nous ont menés au bord de l'abîme nucléaire. Christa Wolf croit que les femmes sont relativement détachées de ces hiérarchies émotionnellement paralysantes et que, à cause de cela, elles sont peut-être en mesure de procurer une vision d'une alternative future, pas une vision de ruine et de destruction, mais une vision basée sur la confiance et la coopération mutuelles. C'est dans cet esprit que les « femmes pour la paix » tentent activement d'exprimer leurs préoccupations et, par-delà la guerre froide, de se joindre à d'autres femmes qui partagent leurs sentiments sur la situation actuelle et l'urgent besoin d'une nouvelle vision, d'une nouvelle paix.

Barbara Einhorn, le 5 juin 1984
Traduit de l'anglais
par Monique Lavallée

L'auteure est membre du CND de Brighton en Grande-Bretagne